

Ministre des Affaires étrangères Jonas Gahr Støre

Colloque "Le Grand Nord : problématiques géopolitiques et de sécurité"

IFRI - Institut français des relations internationales

Paris, le 24 novembre 2005

Merci beaucoup, Monsieur Dominique Moïsi, pour vos mots de bienvenue, et pour votre introduction à notre sujet. Je suis particulièrement heureux de vous voir ici aujourd'hui puisque vous êtes non seulement un des grands spécialistes des questions stratégiques, au sens le plus large, mais aussi - si je ne me trompe – un vieil ami de la Norvège.

Mesdames et Messieurs

J'ai grand plaisir à me trouver ici, à Paris - au centre de l'Europe - pour mettre en lumière certains aspects stratégiques du développement dans le Grand Nord.

Cependant, la définition du centre de l'Europe est une question de perspectives. Il y a deux semaines, j'ai eu l'occasion de parler du même sujet à Tromsø, une ville située à quasiment 70 degrés de latitude nord. Là, au grand nord, j'ai dit que je me trouvais au centre de l'Europe. Car si l'on prend pour horizon les zones qui s'étendent en direction du pôle Nord, même la ville de Tromsø est à considérer comme occupant une position au centre.

Au cours des années que j'ai passées en France pendant mes études, j'ai observé que la météo télévisée utilisait souvent des cartes d'Europe qui tronquaient le continent au niveau du 60ième parallèle. On parvenait ainsi à inclure la ligne reliant Oslo, Stockholm et Helsinki. Et c'est encore grosso modo jusqu'à cette latitude, une fois dépassée Copenhague, que poussent le plupart des Français lorsqu'ils voyagent dans les pays nordiques.

Or l'Europe ne s'arrête pas là. Le message que je voudrais faire passer aujourd'hui consiste à dire que l'objectif photographique doit remonter plus haut. Si j'introduis mon propos par ces considérations, c'est parce que je sais l'importance que l'on attache, en France, aux perspectives géographiques et stratégiques. Pendant mes études à Paris, au début des années 80, j'ai été fasciné par différents types d'atlas stratégiques qui montraient comment l'angle de vue peut changer en fonction du point que l'on prend pour centre.

On a pu constater pendant longtemps comment la représentation classique du monde – avec l'Europe au centre, l'Amérique et l'Asie sur les côtés - faussait l'image des réalités politiques et la perception qu'on pouvait en avoir. De même, il est possible de voir les choses d'un oeil neuf, si l'on adopte un angle de vue qui place au centre les régions du Grand Nord, les zones arctiques et l'océan polaire. Cette nouvelle approche remet en cause notre vision des défis et des possibilités liés à l'environnement, au climat, à l'exploitation des ressources de la pêche et enfin – l'aspect qui n'est pas des moindres - au commencement d'une nouvelle ère énergétique européenne et mondiale, qui s'apprête à voir le jour dans le Grand Nord.

C'est là une perspective qui concerne la Norvège. Notre attitude est claire : nous avons une lourde responsabilité. La Norvège administre une zone maritime dont la superficie est six fois

supérieure à celle de ses terres. Nous avons la responsabilité de gérer des ressources importantes pour les générations actuelles et celles à venir.

L'outil principal dont nous disposons à cet effet réside dans la connaissance et sa transmission.

La connaissance des limites qui sont celles de l'environnement arctique. La connaissance des défis liés au milieu marin, des exigences que pose une gestion durable des ressources marines et énergétiques. La connaissance des droits des peuples premiers.

La transmission, à destination de nos propres cercles politiques et économiques, de la façon dont nous pouvons assumer cette responsabilité et tirer parti des possibilités existantes. La transmission de ces mêmes savoirs à nos partenaires - à nos bons voisins russes, comme à nos partenaires d'Europe et d'Amérique du Nord.

J'apprécie donc tout particulièrement de pouvoir entamer ce dialogue avec nos amis français. Et je suis reconnaissant de pouvoir le faire dans le cadre de l'Institut Français des Relations Internationales, qui est connu pour la qualité de ses analyses, son intégrité et son objectivité. Je tiens à remercier Monsieur Dominique David, et son équipe, pour avoir préparé ce colloque avec nous, et j'adresse un remerciement tout spécial à Madame Viviane du Castel Suel pour l'étude qu'elle présentera en introduction au colloque. Les possibilités qu'offre le Grand Nord, et les responsabilités qu'elles supposent. Telle est l'une des principales priorités que le nouveau gouvernement norvégien s'est fixées en matière de politique étrangère.

Les autres pistes majeures sur lesquelles nous comptons travailler ont pour objet le renforcement des Nations unies et le renforcement de l'état de droit international qui puisse réguler l'usage de la force, et rassembler les efforts menés contre la pauvreté, la dégradation de l'environnement et du climat, contre le terrorisme et la diffusion des matières fissiles.

Ces pistes visent à renforcer la coopération avec l'UE et nos alliés européens et américains, et à confirmer la place centrale que doit occuper l'OTAN au sein des relations transatlantiques.

Elles ont également pour objectif la contribution norvégienne dans les cas où nous pouvons apporter une aide à la résolution de conflits politiques et militaires, par un effort de médiation et d'aide relative aux aspects organisationnels, et en soumettant nos propres offres d'assistance.

Mais aujourd'hui, c'est le Grand Nord qui constitue notre sujet. Au cours de mon entretien d'hier soir avec le Ministre français des affaires étrangères, Monsieur Douste-Blazy, j'ai souligné, comme un début, le fait que nous placions parmi les volets principaux de notre programme une politique européenne active, d'une part, et des efforts en direction des régions du Grand Nord, d'autre part. Ces deux points sont liés. Car le Grand Nord va progressivement devenir l'un des centres de l'Europe – malgré sa position géographique, il recèle des valeurs qui tiendront une place essentielle au coeur des préoccupations européennes.

La politique norvégienne concernant ces régions repose sur deux piliers principaux. L'un consiste en une coopération aussi étroite qu'étendue avec notre voisin la Russie. L'autre est le dialogue et la coopération avec des pays occidentaux importants, à propos des possibilités et défis dans ces régions. Ma présence ici, aujourd'hui, s'inscrit dans le cadre de ce "deuxième pilier".

Je souhaiterais que ce colloque, comme je l'ai dit hier soir, dans mon entretien avec mon homologue français, puisse marquer le départ d'un élargissement du dialogue franco-norvégien, qui se traduise par des rencontres régulières en vue d'étudier les questions que soulève l'avenir du Grand Nord, du point de vue des intérêts concrets qu'y ont la France et la Norvège. Je suis très heureux de la présence ici de Monsieur Philippe Carré, Directeur des affaires stratégiques du Quai d'Orsay. Nous avons également engagé un dialogue du même type avec l'Allemagne, les Etats-Unis et nos voisins nordiques.

Mais précisons d'abord les choses sur le plan géographique :

Le Grand Nord, selon notre définition, commence au nord du cercle polaire, c'est-à-dire à 66 degrés de latitude nord ! Elles ne comprennent qu'un tiers du territoire norvégien non insulaire. En revanche, les zones administrées par la Norvège pénètrent loin dans l'océan polaire.

Naturellement, l'intérêt pour les régions du Grand Nord et les perspectives stratégiques qui s'y ouvrent ne sont pas une nouveauté. Ces zones figuraient sur les cartes anciennes, bien avant l'époque de la télévision et de ses bulletins météo. La France s'est très tôt tournée vers ces contrées, malgré leur éloignement par rapport à Paris. Au dix-septième siècle, un navire français pratiquait la chasse à la baleine aux alentours du Spitzberg, terre qui fut même déclarée colonie française sous le nom "d'Arctique français". Plus tard, les intérêts économiques de la France cédèrent le pas à la curiosité scientifique, qui n'en fut que plus grande.

Permettez-moi de citer à titre d'exemple l'expédition scientifique menée durant trois ans, à partir de 1838, par la corvette La Recherche, avec le soutien personnel du roi Louis-Philippe, qui s'était lui-même rendu au Cap Nord, en 1795, alors qu'il se trouvait en exil. A bord de La Recherche se trouvaient non seulement des scientifiques, mais aussi des artistes. Les oeuvres qu'ils produisirent ont fait l'objet d'une exposition à Longyearbyen, au Svalbard, au cours de l'été 2004. On rapporte que la première femme qui posa le pied sur la terre du Svalbard faisait partie de cette expédition de 1839. C'était une jeune fille de dix-huit ans, du nom de Léonie d'Aunet. La première femme arrivée au Svalbard était donc française !

A l'époque moderne, des sociétés françaises se sont distinguées en faisant oeuvre de pionnières dans l'activité pétrolière du socle continental norvégien. Certaines de ces sociétés avaient sollicité dès le début des années soixante l'autorisation d'effectuer des recherches géologiques dans la Mer du Nord.

Lorsqu'a commencé l'ère du pétrole norvégien, à partir de la fin des années soixante, ce sont de nouveau des sociétés françaises qui ont fortement contribué à faire avancer le savoir-faire technologique dans ce domaine. J'évoquerai ici tout spécialement l'Institut français du pétrole (IFP), où les géologues norvégiens ont reçu une formation initiale. Des sociétés françaises ont également participé à l'exploitation des gisements Ekofisk et Troll, en Mer du Nord, comme elles le font aujourd'hui pour le gisement Snøhvit, dans la mer de Barents. Toutes ces activités ont relevé, jusqu'ici, d'un travail de pionnier.

Le fait que je me trouve ici, aujourd'hui, pour inaugurer un colloque franco-norvégien sur les régions du Grand Nord ne semble donc pas relever du hasard. La Norvège et la France y ont des traditions, des intérêts et des défis à partager.

Le Grand Nord est longtemps resté une région de glace, autant sur le plan politique que sur celui des températures. Durant la Guerre froide, l'est et l'ouest, l'OTAN et le Pacte de Varsovie s'y faisaient face. Une région à l'importance stratégique capitale, bien entendu, mais surtout une région marquée par la Guerre froide, par les relations tendues entre les deux blocs, et par la rareté des contacts humains d'un côté à l'autre de la frontière. L'équilibre des puissances se mesurait ici en nombre de missiles, ou à l'aune de l'autonomie des sous-marins nucléaires stratégiques.

Depuis les années 1990, l'image de la région a peu à peu changé de caractère, la perspective se déplaçant de la problématique de défense militaire vers un horizon mondial en matière d'approvisionnement énergétique, où l'accent serait mis sur le respect de l'environnement et un mode d'exploitation durable des ressources. De nouveaux défis, de nouvelles possibilités ont vu le jour. Une région qui se trouvait autrefois prise en tenaille entre deux super-puissances pourrait à présent devenir le cadre d'une exploitation des ressources et d'une coopération pacifiques. Tel est le point de départ de ce colloque. Notre vision est claire : Nous estimons que la mer de Barents pourrait devenir un espace de coopération internationale.

La mer de Barents renferme des ressources naturelles en quantité importante - renouvelables ou non. Elle constitue la zone de pêche la plus importante d'Europe, représente l'avenir en matière d'énergie, et est appelée à devenir une voie de transport capitale.

Cependant, la dimension énergétique est celle qui revêt l'importance principale pour les régions concernées. Des quantités importantes d'hydrocarbures restent encore à découvrir dans les zones arctiques. A mesure que les gisements de la Mer du Nord commencent à se vider, le Grand Nord se profile comme la nouvelle grande région productrice d'énergie en Europe. Et tandis qu'ailleurs, dans le monde, d'autres régions productrices d'énergie sont soumises à l'instabilité politique et à divers conflits, celle-ci connaît la stabilité et la paix.

De nos jours, la plupart des pays ont naturellement le souci de pourvoir à la sécurité de leur approvisionnement énergétique. Dans cette perspective, le Grand Nord aura à jouer, dans les temps qui viennent, un rôle important à l'échelle mondiale, en tant que fournisseur de gaz de l'Europe et des Etats-Unis.

La Norvège est d'ores et déjà le premier fournisseur de gaz de la France, avec presque un tiers de la consommation française. Elle est aussi le deuxième exportateur de gaz à destination de l'Europe. En 2003, elle a produit 25 % du gaz consommé au total dans les pays d'Europe occidentale. Seule la Russie en produit et exporte davantage.

Comme je l'ai déjà dit, la Norvège et la France sont associées, dans le domaine de l'énergie, par des liens historiques. Des intérêts français ont contribué à la création de Norsk Hydro, en 1905. Des entreprises françaises ont, dès les débuts, apporté leur contribution, sous forme de capitaux et de technologie, à l'exploitation des champs pétrolifères de Mer du Nord. A l'heure actuelle, nos deux pays sont matériellement rattachés par le gazoduc NORFRA, inauguré en 1998, qui relie la Mer du Nord et la ville de Dunkerque.

Des sociétés françaises sont déjà partie prenantes dans la nouvelle phase qui s'ouvre sur le socle norvégien, en mer de Barents. Sur le gisement dénommé Snøhvit, qui se situe au large

de la ville la plus au nord de Norvège, Hammerfest, le gaz est extrait au moyen de la nouvelle technologie du gaz naturel liquéfié. Le développement dans ce domaine est novateur. Il ouvre la voie, du point de vue technologique, au travail que représentera la mise en exploitation de l'énorme gisement Chtokman, dans la partie russe de la mer de Barents. Celui-ci est suffisamment important pour couvrir la consommation française de gaz pendant 70 ans.

Un groupe de cinq sociétés occidentales participe à la dernière phase de sélection préalable à l'attribution des licences sur ce gisement. En font partie, Total et les deux sociétés norvégiennes Hydro et Statoil. Plus d'un indice suggère donc que les intérêts norvégiens et français, au cours des années à venir, continueront à se côtoyer dans le Grand Nord, y compris sur le socle continental russe.

Le gaz sera la première ressource exploitée en mer de Barents. Pour atteindre le marché mondial, nous serons, jusqu'à nouvel ordre, obligés de transporter ce gaz par bateau, sous forme liquéfié (GNL). L'Amérique du Nord sera, en un premier temps, notre acheteur principal de GNL. Cependant, d'autres possibilités d'acheminement existent en direction du continent européen : est actuellement à l'étude, la construction d'un gazoduc russe entre la mer de Barents et la mer Baltique, éventuellement relié à un autre gazoduc, qui traverserait la mer Baltique pour aboutir en Allemagne.

Mais nous disposons encore d'une autre possibilité. Depuis de nombreuses années, le gaz norvégien est livré sur le continent européen, notamment via Dunkerque en Normandie. Si l'on prolonge le réseau de la mer de Norvège vers la mer de Barents – et jusqu'au territoire russe – le gaz provenant de la mer de Barents pourra être livré de façon fiable et efficace aux pays de l'Europe occidentale, entre autres, à la France, au moyen d'une infrastructure bien implantée. Les ressources de la mer de Barents sont suffisantes pour remplir à la fois un gazoduc oriental et un gazoduc occidental !

S'ouvrent ainsi des perspectives ambitieuses, et l'aventure énergétique du Nord n'en est encore qu'à ses débuts. Il y a tout lieu de croire que les opérations de repérage et de forage expérimental permettront de découvrir des ressources supplémentaires, tant dans les parties norvégiennes que russes de ces régions. Les défis technologiques que pose l'exploitation des sources d'énergie du Grand Nord sont de taille. Néanmoins, ils sont aujourd'hui en voie d'être surmontés. Des projets qui apparaissaient comme irréalistes il y a quelques années sont désormais sur le point d'entrer dans la réalité.

Le climat et les conditions géologiques propres à ces régions nécessitent la poursuite des avancées technologiques. La technologie norvégienne y tient un rôle pilote. Mais le potentiel de développement reste immense. Une approche nouvelle s'impose. Elle entrera plus aisément dans les faits si les entreprises peuvent puiser dans les compétences internationales dans le domaine de la technologie des hydrocarbures.

Mais nous devons aussi placer l'environnement au centre de nos préoccupations. Et les compétences sont également essentielles dans une perspective environnementale. L'exploitation pétrolière est loin d'être notre unique centre d'intérêt dans ces régions. Cette activité doit pouvoir se dérouler sans perturber le milieu naturel, ni l'équilibre de l'écosystème. Le Grand Nord fait partie des dernières contrées de nature vierge qui subsistent dans le monde.

L'extraction du pétrole et du gaz doit également prendre une forme qui ne nuise pas aux ressources de la pêche. Elle doit en outre tenir compte des populations qui habitent, travaillent ou séjournent provisoirement dans les zones en question, et ce à tous les titres - du mode de vie traditionnel des peuples premiers au tourisme.

Le poisson et le pétrole. Les bateaux de pêche et les tankers de gaz naturel liquéfié, les navires de tourisme et les plates-formes de forage auront à partager la même mer, à emprunter les mêmes voies maritimes.

Nos entreprises spécialisées dans l'exploitation énergétique estiment tout à fait évidente la nécessité d'adopter une perspective de préservation de l'environnement et des ressources naturelles. Non seulement d'un point de vue humain, mais aussi parce que cette attitude est à la seule qui permette à l'activité de perdurer dans le long terme. C'est la une vision globale des choses, qui a fait son chemin au fil des expériences que nous avons pu retirer des longues années d'exploitation en Mer du Nord, de celles acquises sur le plan international, et de l'évolution générale des compétences.

L'Etat, lui aussi, doit s'efforcer d'assumer ses responsabilités. Un plan de gestion global de la partie norvégienne de la mer de Barents est en cours d'élaboration. Ce plan établira des lignes directrices applicables à la gestion de l'ensemble de nos ressources dans cette partie de la mer de Barents. La préservation des ressources marines, les besoins en termes de transport des hydrocarbures, la protection de la nature, le maintien des emplois locaux dans le domaine de la pêche, l'exploitation de nouveaux gisements de gaz, le développement du tourisme sont autant d'aspects dont il convient de tenir compte dans notre mode de gestion.

Le champ d'application de ce plan se limitera toutefois à la partie norvégienne de la mer de Barents. Mais cette mer est un vaste écosystème, qui ne connaît pas les frontières entre Etats. L'une des tâches importantes qui nous incombent consiste donc à pousser plus loin encore la coopération que nous avons déjà solidement mise en place avec la Russie, pour la gestion de la pêche dans ces zones, à oeuvrer pour l'adoption de normes environnementales ambitieuses communes à nos deux pays, et à terme, à faire en sorte que notre voisin trouve lui aussi son avantage à se doter d'un plan de gestion global, applicable à la partie russe de la mer de Barents. D'après notre vision des choses, un seul plan doit être élaboré pour cette mer de Barents.

Nous sommes accoutumés à assumer nos responsabilités sur la question de la gestion des eaux nordiques, que ce soit seuls ou en collaboration avec la Russie. Même durant les années de Guerre froide, la Norvège et l'Union soviétique ont réussi à instaurer le principe de rencontres annuelles pour ménager une ressource qui est considérée chez nous comme la "Rolls Royce du poisson": la morue arctique. Si tel n'avait pas été le cas, le poisson aurait tôt fait de disparaître aussi de la mer de Barents. Mais dans le domaine énergétique également, il est capital de mettre en place une gestion fiable et un cadre de prévisions propres à assurer la stabilité de l'activité dans ces régions.

En matière de pêche, les ressources du Grand Nord sont importantes. La France a déjà importé cette année pour 220 millions d'euros de saumon norvégien, ce qui constitue un record. Elle se place ainsi au troisième rang parmi les acheteurs de poisson en provenance de Norvège.

C'est avec plaisir que je note comment les Français appréciaient la qualité du poisson norvégien. Le prestigieux concours lyonnais du Bocuse D'or - qui a officiellement valeur de championnat du monde de la grande cuisine - fera appel en 2007, pour la quatrième fois, à des produits d'origine norvégienne pour la préparation d'un plat à base de fruits de la mer. En 2007, le flétan et le crabe royal de Norvège seront les produits mis à l'honneur. Ce fut le cas auparavant de la morue d'hiver, du lieu noir et des coquilles Saint-Jacques, également venus de Norvège.

Contrairement au pétrole et au gaz, le poisson est une ressource renouvelable. Le poisson de la mer de Barents entre d'ores et déjà pour une part conséquente dans l'alimentation des Européens, et ce fait est appelé à se confirmer dans l'avenir. La Norvège administre des zones maritimes très étendues. C'est à la fois une charge et un privilège.

En Norvège, la gestion de la pêche se fait par le biais d'une collaboration entre les milieux de la recherche, les acteurs du secteur économique concerné et l'Etat. L'un de ses volets principaux consiste à mettre en oeuvre des mesures efficaces et une coopération internationale pour lutter contre la pêche illégale et assurer la pérennité des populations de poisson. Dans le cadre de ce travail, nous nous attachons à fixer des quotas durables, à en établir la juste répartition, et à mettre en place des systèmes de contrôle fiables. Ce régime de gestion de la pêche est au service de tous les pêcheurs qui gagnent leur vie grâce à ces ressources.

La nécessité de mettre en place un dispositif solide permettant de gérer les ressources marines en mer de Barents fait l'objet d'un large consensus international. Un système de contrôle efficace est un maillon indispensable de ce dispositif, et pour combattre toute activité de pêche illicite, il convient d'exercer une autorité qui se traduise par des moyens clairement visibles. Selon mon point de vue, il est dans l'intérêt de la Norvège et de l'Union européenne de dévoiler les cas de pêche illicite. Il nous faut maintenir un régime de gestion ferme, mais transparent, que l'on ait affaire à des ressortissants d'un pays communautaire, comme ce fut le cas, à deux reprises, le week-end dernier, ou qu'il s'agisse de bateaux russes, norvégiens, islandais ou espagnols. Nous devons coopérer pour protéger les populations de poisson en vue de l'avenir !

L'augmentation de l'activité de production énergétique dans le Grand Nord aura aussi pour conséquence, à terme, un accroissement du transport maritime des hydrocarbures le long des côtes norvégiennes. Nous avons mis sur pied une coopération bilatérale avec la Russie pour la protection contre les risques de marée noire. Ces questions font en outre l'objet d'un travail spécifique dans le double cadre de la coopération Barents et de la Coopération subrégionale des pays riverains de la mer Baltique. Dans ce domaine également, le développement de nouvelles technologies et de la collaboration internationale ont une importance déterminante.

La Guerre froide nous a laissé en héritage une menace environnementale d'une ampleur exceptionnelle - à savoir le risque de fuites radioactives en provenance des installations nucléaires de la presqu'île de Kola. Depuis la fin de cette période hostile, la Norvège travaille sur cette question avec les Russes. D'autres pays, dont la France, sont venus nous apporter leur contribution. Nous avons inauguré une coopération norvégo-française à caractère concret, destinée à résoudre les problèmes qui ce posent à cet égard dans le nord-ouest de la Russie.

Lorsque nous nous sommes saisis de l'affaire avec les Russes, au début des années 1990, le travail à accomplir semblait d'une ampleur inépuisable. Beaucoup reste à faire, mais nous voyons aujourd'hui aboutir plusieurs des tâches auxquelles nous devons faire face. Nous nous

félicitons que se soit formée une "coalition de pays de bonne volonté" qui concourent, avec la Russie, à prendre ces problèmes en mains.

Je viens de parler des ressources énergétiques, de la gestion de la pêche et des menaces qui pèsent sur l'environnement. Il s'agit d'une grande responsabilité pour la Norvège. Nous constatons que d'autres pays peuvent, eux aussi, trouver un intérêt à une participation au développement de ces régions. Nous voulons que la mer de Barents connaisse une forme de développement qui en fasse un "océan de coopération", un projet de paix où les intérêts norvégiens puissent rejoindre ceux de la Russie et d'autres pays occidentaux. Nous souhaitons voir se tisser un réseau de partenaires issus de différents pays.

La politique européenne est, à mon sens, un aspect important de ce projet. Par notre propre attitude en matière d'administration des zones du Grand Nord, nous espérons pouvoir resserrer encore les liens qui existent entre la Russie et les structures de la coopération européenne. Vue sous cet angle, la politique que nous menons dans le Grand Nord fait partie intégrante de la politique européenne de la Norvège.

La sécurité en matière énergétique est en voie de donner au concept de géopolitique une nouvelle signification. Un pays industriel incapable d'assurer à sa population la régularité de son approvisionnement en énergie se trouvera immanquablement aux prises avec de grandes difficultés. Il est de l'intérêt commun de l'Europe - et même du monde entier - de contribuer à mettre en place un développement durable, équitable et sûr de l'exploitation des sources d'énergie du Grand Nord. Nous souhaitons en outre tirer profit de capitaux et de compétences qui se trouvent en dehors des frontières norvégiennes et russes.

Nous passerons aussi du temps à discuter d'aspects qui relèvent de priorités encore plus évidentes - comme le programme de ce colloque nous y invite aujourd'hui. Pendant la Guerre froide, la Norvège a apporté une contribution appréciée aux efforts de détente et de stabilité dans le Nord, en prenant au sérieux sa propre souveraineté et le fait que des territoires soient placés sous son autorité. Nous avons entretenu avec l'Union soviétique des relations de coopération bilatérale correctes. Nous avons imprimé à la gestion de nos ressources une signature reconnaissable.

Nous comptons poursuivre sur la même voie, car les enjeux sont plus que jamais importants. Dans le cas où la gestion de la pêche viendrait à déraiper, les mers seront vite vidées. Si le dérapage devait se produire du côté des cadres prévisionnels à mettre en place dans le domaine de l'exploitation énergétique, la région perdrait ce qui fait sa force, sa stabilité, le caractère maîtrisé et pacifique de son développement.

Je pars du principe que nous avons besoin, que le monde a besoin - y compris les ressources qu'il nous offre - d'un mode de gestion transparent et responsable.

Il existe des points de vue différents sur un certain nombre de questions juridiques, portant sur la zone de pêche autour de Svalbard. J'en suis bien conscient. Je suis cependant convaincu qu'à la réflexion, la majorité finira par estimer que la Norvège a su respecter au fil du temps les exigences d'une gestion responsable des ressources. L'alternative pourrait rapidement déboucher sur une forme d'anarchie à laquelle tout le monde, au bout du compte, serait perdant. La Norvège a la conviction d'exercer son autorité territoriale avec un ancrage solide dans le droit international.

Quelques mots vers la fin sur le savoir-faire. Le développement de la dimension énergétique en mer de Barents entraînera de grandes exigences en termes de savoir-faire sur les ressources, sur l'environnement et sur la gestion. Aussi, la connaissance sera-t-elle l'outil stratégique le plus important que la Norvège mettra en oeuvre pour assumer sa responsabilité.

Nous ne pouvons pas lancer une vaste coopération dans le Grand Nord, sans projets concrets et de grande envergure. Il est nécessaire de mettre sur pied des projets propres à intéresser nos partenaires russes et nos partenaires occidentaux. Par conséquent, le gouvernement norvégien a récemment décidé de donner le coup d'envoi à des efforts de recherche et de développement concernant ces régions, dans un cadre intersectoriel axé sur le long terme. Cette initiative, qui en est encore à sa phase de démarrage, a été baptisée Barents 2020.

Barents 2020 aura pour objet des projets de coopération concrets. Nous souhaitons mettre en oeuvre par ce biais des projets importants pour la production de pétrole, pour la pêche, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que pour les nouvelles formes de coopération économique, industrielle et culturelle.

J'espère que ce programme permettra de réunir les intérêts russes et occidentaux. Il fera office de trait d'union entre les cercles d'experts internationaux, les institutions universitaires, les acteurs de l'économie et de l'industrie des différents pays qui sont partie prenante dans le développement du Grand Nord. Je souhaite que ces efforts débouchent sur des idées et des réalisations sur lesquelles puissent aussi s'engager des représentants des milieux concernés en France.

Mesdames et Messieurs,

L'objet de cette intervention était d'attirer votre attention sur la carte du monde, de pointer du doigt en direction du nord, de suggérer des orientations et d'esquisser un ordre du jour des principaux sujets à traiter aujourd'hui et demain, élargissant ainsi l'ordre du jour de la politique européenne. De montrer l'océan de possibilités que représentent ces régions du Grand Nord. et la responsabilité qui est la nôtre. De mettre l'accent sur les défis que seule une excellente coopération internationale peut permettre de relever.

A l'occasion de ce colloque, nous voudrions entamer avec vous - c'est-à-dire avec les autorités de votre pays, ainsi qu'avec les représentants de l'industrie et la recherche françaises - un dialogue sur le développement de cette région.

Nous serons à l'écoute. Nous souhaitons en apprendre davantage sur ce qui intéresse la France. Nous souhaitons approfondir la teneur de nos propres intérêts et décrire nos possibilités d'action communes. De ce dialogue devrait naître une plate-forme commune sur laquelle nous pourrions construire, pour l'avenir, une forte coopération future dans le Grand Nord.

Et pour en revenir aux points cardinaux, si je me suis déplacé d'Oslo à Paris, autrement dit du Nord vers le Sud, c'est pour transmettre un message que je laisserai le soin d'exprimer, en termes plus lyriques, à un poète norvégien. Ce poète se nomme Rolf Jacobsen, et les vers que je vais vous lire sont intitulés le Nord.

Regarde vers le Nord,

Plus souvent.
Tu sentiras rougir tes joues.
Trouve le sentier escarpé,
Et suis-le.
C'est le plus court.
Vers le Nord, c'est le mieux.
Le ciel enflammé de l'hiver,
Le soleil du miracle, durant les nuits d'été.
Marche contre le vent.
Grimpe sur les montagnes.
Regarde vers le Nord,
Plus souvent.
Il est long, ce pays.
Le Nord est son principe.